



PRÉFET DE LA MEUSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le label EcoQuartier DDT de la Meuse – SCDT – unité DD

1 / LE CONTEXTE EVENTUEL :

Politique publique : Il s'agit d'un label destiné à valoriser les opérations exemplaires, qui, partout en France, permettent aux habitants de vivre dans des quartiers conçus selon les principes du développement durable. Le label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique : il permet d'encourager et de distinguer l'exemplarité de certaines démarches, et se veut accessible à toutes les collectivités.

2 / PRESENTATION DU DISPOSITIF:

Informations essentielles :

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 1 : L'ÉCOQUARTIER EN PROJET

Le label ÉcoQuartier – étape 1 est obtenu par la signature de la charte ÉcoQuartier par les élus et leurs partenaires pour le projet concerné. Cette étape correspond au démarrage de la phase d'étude du projet. Dès cette étape, les acteurs du projet sont invités à l'identifier avec le label et le projet est répertorié comme « Label ÉcoQuartier – étape 1 » dans la communication nationale. Les collectivités ayant déjà signé la charte ÉcoQuartier seront invitées à confirmer leur engagement sur un projet précis.

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 2 : L'ÉCOQUARTIER EN CHANTIER

Une fois les études achevées et le chantier engagé, une expertise du projet est réalisée pour vérifier la conformité du projet à la charte ÉcoQuartier. Le label ÉcoQuartier – étape 2 est délivré par la commission nationale ÉcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts. Les projets aujourd'hui « engagés dans la labellisation » obtiennent automatiquement le « label ÉcoQuartier – étape 2 ».

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 3 : L'ÉCOQUARTIER LIVRÉ

Lorsque l'ÉcoQuartier est livré (ou quasi livré), une expertise est réalisée pour l'obtention du label ÉcoQuartier – étape 3. Le label ÉcoQuartier – étape 3 est délivré par la commission nationale ÉcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts. Les ÉcoQuartiers aujourd'hui « labellisés ÉcoQuartier » obtiennent automatiquement le « label ÉcoQuartier – étape 3 ».

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 4 : L'ÉCOQUARTIER CONFIRMÉ

Trois ans après l'obtention du label ÉcoQuartier – étape 3, la collectivité mesure la tenue de ses engagements dans le temps, la façon dont les usages projetés sont appropriés par les usagers du quartier. Elle présente également la façon dont les pratiques d'aménagement ont évolué au sein de la collectivité, au-delà du périmètre opérationnel du quartier. Cette étape s'appuie sur la mise en place d'une démarche d'auto-évaluation associant les habitants et usagers du territoire, et tournée vers l'amélioration continue (à l'échelle du projet, et dans les pratiques au-delà, sur le territoire de compétence de la collectivité). Cette étape est validée par la commission nationale.

Procédures et étapes à suivre :

Dimension « Démarche et Processus »

- ▶ Engagement 1 : Réaliser les projets répondant aux besoins de tous en s'appuyant sur les ressources et contraintes du territoire
- ▶ Engagement 2 : Formaliser et mettre en œuvre un processus participatif de pilotage et une gouvernance élargie créant les conditions d'une mobilisation citoyenne
- ▶ Engagement 3 : Intégrer la dimension financière dans une approche en coût global
- ▶ Engagement 4 : Prendre en compte les pratiques des usagers et les contraintes des gestionnaires tout au long du projet
- ▶ Engagement 5 : Mettre en œuvre, à toutes les étapes du projet et à l'usage, des démarches d'évaluation et d'amélioration continue

Dimension « Cadre de Vie et Usages »

- ▶ Engagement 6 : Travailler en priorité sur la ville existante et proposer des formes urbaines adaptées pour lutter contre l'étalement urbain
- ▶ Engagement 7 : Mettre en œuvre les conditions du vivre-ensemble, de la solidarité
- ▶ Engagement 8 : Assurer un cadre de vie sûr (enjeux de santé, la qualité de l'air)
- ▶ Engagement 9 : Mettre en œuvre une qualité urbaine, paysagère et architecturale
- ▶ Engagement 10 : Valoriser le patrimoine (naturel, bâti), l'histoire, l'identité du site

Dimension « Développement territorial »

- ▶ Engagement 11 : Contribuer à un développement économique local, équilibré et solidaire
- ▶ Engagement 12 : Favoriser la diversité des fonctions et leur proximité
- ▶ Engagement 13 : Optimiser les ressources et développer filières locales et circuits courts
- ▶ Engagement 14 : Favoriser les modes actifs, les transports collectifs et offres alternatives
- ▶ Engagement 15 : Favoriser la transition numérique vers la ville intelligente

Dimension « Environnement et Climat »

- ▶ Engagement 16 : Produire un urbanisme permettant d'anticiper et de s'adapter aux risques et aux changements climatiques
- ▶ Engagement 17 : Viser la sobriété énergétique et la diversification des ressources au profit des énergies renouvelables et de récupération
- ▶ Engagement 18 : Limiter la production des déchets, développer et consolider des filières de valorisation et de recyclage dans une logique d'économie circulaire
- ▶ Engagement 19 : Préserver ressource en eau et gestion qualitative et économe
- ▶ Engagement 20 : Préserver, valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels

Rôle du Maire : acteur de la transition écologique et garant de l'urbanisation de son territoire

Si le maire ne profitera pas de financements dédiés au label éco-quartier, il renforcera, par cette démarche, l'attractivité de son territoire avec une offre de logements écologiques et économiques pour sa population ou une population extérieure attirée par le concept d'éco-quartier. Le label éco-quartier sera avant tout pour le maire un outil au service de sa politique de transition écologique.

Partenariats éventuels avec l'État : Ministère de la transition écologique, Dreal, DDT

3 - Références réglementaires ou documentaires :

La loi « SRU » du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains, poursuit un triple objectif : améliorer la cohérence entre planification urbaine et territoriale, renforcer la solidarité entre les villes et la mixité sociale dans l'habitat et mettre en place une politique des déplacements au service du développement durable.

Les lois Grenelle (la loi Grenelle 1 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle Environnement, et la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) définissent une feuille de route développement durable.

Le Code de l'environnement prône explicitement les cinq finalités du développement durable mentionnées à l'alinéa III de l'article L. 110-1, modifié par la loi Grenelle 1 du 12 juillet 2010, art. 253, reprises dans le cadre de référence pour les Agendas 21 locaux.

Le Code de l'urbanisme impose les principes concernant le développement durable dans les documents de planification définis par l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme, modifié par la loi du 17 mai 2011, art. 123 (les SCoT, les PLU et les cartes communales).

La loi ALUR (Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) du 26 mars 2014, à travers la mise en place de nouveaux outils fonciers et de documents d'urbanisme plus efficaces, vise à favoriser la construction de logements tout en luttant contre la consommation excessive d'espaces. Elle améliore la participation du public et facilite l'émergence de modèles d'habitat collectif innovant, alternatif, durable et économe pour faciliter l'accès au logement.

Contacts au sein des services de l'État :

DDT de la Meuse : unité développement durable, SCDT, François Brunet, tél : 06 08 09 31 71
DREAL Grand-Est : Pôle Accompagnement des Territoires et Nouvelles Dynamiques, 1 Rue du
Parlement 51022 Chalons en Champagne Cedex.Tel: 03 51 37 61 51,
gauthier.labbe@developpement-durable.gouv.fr